

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Ni CPE, ni CNE, <br>ni travail  
de nuit et du dimanche dès 15  
ans, ni démantèlement du CDI  
et du Code du travail  
!<br>Elections législatives  
anticipées !**

Date de mise en ligne : mercredi 22 mars 2006

- Social - CPE, CNE -

---

Démocratie & Socialisme

---

**Le retrait du CPE n'est pas une bataille réservée à la jeunesse. Avec le retrait du CNE, c'est une exigence de tous les salariés. En effet, derrière CPE et CNE, c'est tout le CDI et tout le Code du travail qui sont concernés. Par ordonnances, état d'urgence, article 49-3, Chirac-Villepin-Sarkozy essaient de mettre en oeuvre ce que Chirac-Raffarin-Fillon avaient proposé en 2004 avec les « contrats de mission » ou « de projet », c'est-à-dire des « CDI à durée déterminée » (!) de 5 ans pouvant être rompus sans motif...**

Depuis ses ordonnances de l'été 2005, Villepin s'est attaqué au CDI par trois bouts :

- ▶ dans les petites entreprises de moins de 20 salariés, avec le CNE
- ▶ dans toutes les entreprises avec les CPE pour les moins de 26 ans,
- ▶ avec les « emplois vieux » de deux CDD de 18 mois entre 57 et 60 ans.

Depuis huit mois, Villepin fait réécrire les 3151 articles du Code du travail, et remanier 120 ans d'histoire du droit social : une commission y travaille, selon le « rapport de Virville » sous la direction de l'UMP et du Medef ! Le « nouveau Code du travail » devait être soumis au Parlement par ordonnances, en mai, juin ou octobre 2006. Ce serait une vraie catastrophe, il suffit de voir qu'ils ont déjà rétabli le travail de nuit et du dimanche pour les adolescents de 15 ans...

Villepin ne lutte pas contre le chômage, qui a augmenté de 0,7 % en janvier, il cherche à retarder les départs en retraite, à ne pas remplacer les partants, préférant forcer les jeunes à accepter des boulots sans droits et donc à bas salaires.

Cette attaque contre tout le Code du travail compte parmi les plus violentes de ce quinquennat avec celle de Fillon contre la retraite à 60 ans et celle de Douste-Blazy pour démanteler et privatiser la Sécu. Elle concerne 15,7 millions de salariés du privé, leurs droits élémentaires et leur dignité. À l'occasion des grandes grèves de 2003, des votes massifs à gauche du 28 mars et du 13 juin 2004, il y a eu, dans la rue et dans les urnes, un rejet profond de la politique ultra libérale mise en oeuvre depuis 2002. Le gouvernement Villepin est lui-même né de la perte de légitimité du gouvernement Raffarin et de la mise en minorité de Chirac le 29 Mai 2005.

Dans de telles circonstances, sans appui de l'opinion, Villepin aurait dû consulter, négocier, écouter, chercher des compromis : non, il a voulu passer en force. « L'année utile » qu'il voulait en 2006, c'était une année pour mettre les bouchées doubles contre nos droits sociaux !

C'est à cause du refus obstiné de Villepin d'entendre les jeunes et tous les salariés, qu'il y a en ce moment une mobilisation unitaire généralisée au plan national. Mais on ne va pas laisser, avec des CRS qui matraquent les jeunes, aller tout cela vers la désespérance : si Villepin ne veut pas retirer le projet de CPE-CNE, s'il veut quand même imposer sa politique, qu'il consulte les électeurs !

**Chirac a dissous l'Assemblée nationale en 1997, sans motif. Aujourd'hui il y a un vrai motif !**

Ce gouvernement est minoritaire, la crise sociale est devenue crise politique.

Pour la résoudre, place à la démocratie !

Place à des élections législatives tout de suite !

Cela aura l'avantage de remettre le calendrier électoral sur ses pieds et de donner la priorité à l'élection de l'Assemblée nationale sur l'élection présidentielle.

En exigeant des législatives anticipées, la gauche toute entière devra alors s'unir plus vite et plus aisément : pour de vrais CDI pour toutes et tous, pour la retraite à 60 ans à 75 % du salaire, pour de vraies 35 h sans perte de salaire et avec embauches correspondantes, pour réduire rapidement la précarité par la loi, pour rétablir un contrôle de la puissance publique sur les licenciements, pour s'engager donc, en faveur d'une politique de plein emploi !

## **Collectifs « Forces militantes pour la démocratie et le socialisme »**

[www.forces-militantes.org](http://www.forces-militantes.org) et [www.democratie-socialisme.org](http://www.democratie-socialisme.org)

Abonnement au mensuel Démocratie & Socialisme : 25 euro à D&S, 85 rue Rambuteau, 75001 Paris Pour ancrer le parti socialiste à gauche